



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

A2025-0638

Reçu le 17/07/2025



R32171

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Évry-Courcouronnes, le **30 JUIN 2025**

**BUREAU DE L'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES**

Vincent TOURNEREAU

Tél. : 01.69.91.92.83

Mél. : vincent.tournereau@essonne.gouv.fr

Ref : VT/DCPPAT/BUPPE n° **250573**

Lettre recommandée avec A.R.

2C 180 953 2757 5

Monsieur ,

L'inspecteur de l'environnement m'a rendu compte de ses observations à l'issue de ses visites du 30 avril 2025 et du 5 mai 2025 de votre installation de collecte, recyclage et valorisation des déchets fers et métaux non dangereux sise 9 - 11 rue Decauville sur la commune de CORBEIL-ESSONNES (91100).

Lors de cette visite, il a constaté que vous ne respectez pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL 206 du 12 mars 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société Etablissements GIRON pour l'exploitation d'une installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux situé 9 et 11 rue Decauville sur la commune de Corbeil-Essonnes.

J'ai donc été amenée, en application des articles L.171-6, L.171-8 et L.514-5 du code de l'environnement, à prendre à votre encontre un arrêté portant mise en demeure, dont vous trouverez ci-joint une copie à titre de notification.

Les délais et voies de recours sont indiqués à l'article 3 de la décision notifiée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Préfète et par délégation,
L'Adjointe à la Cheffe du Bureau de l'utilité
publique et des procédures environnementales


Céline LASNE

Société REVIVAL

A l'attention de Monsieur Thierry TROCHU

14 rue Decauville

91100 CORBEIL-ESSONNES

Copie pour information à :

UD DRIEAT – affaire suivie par Jean-Christophe GUITTON

Préfecture de l'Essonne

TSA 51101

91010 Évry-Courcouronnes CEDEX

Tél. : 01 69 91 91 91

www.essonne.gouv.fr



**Arrêté n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/231 du 30 juin 2025
mettant en demeure la société REVIVAL de respecter les prescriptions applicables
pour son établissement situé 9 - 11 rue Decauville sur le territoire de la commune de
CORBEIL-ESSONNES (91100)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-193 du 19 mai 2025 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL 206 du 12 mars 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société Etablissements GIRON pour l'exploitation d'une installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux situé 9 et 11 rue Decauville sur la commune de Corbeil-Essonnes,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEE.2017-0019 délivré le 13 juin 2017 à la société REVIVAL, pour la reprise des activités des ETABLISSEMENTS GIRON,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 9 mai 2025, établi à la suite des visites d'inspections effectuées le 30 avril 2025 et 5 mai 2025, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 10 juin 2025 transmettant à l'exploitant les rapports d'inspections susvisés et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission au courrier préfectoral susvisé,

CONSIDÉRANT que lors des visites du 30 avril 2025 et du 5 mai 2025, l'inspecteur a constaté la non-conformité suivante :

- absence de dispositifs permettant d'obturer les réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou de l'écoulement d'un accident de transport.

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL 206 du 12 mars 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société Etablissements GIRON pour l'exploitation d'une installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux situé 9 et 11 rue Decauville sur la commune de Corbeil-Essonnes et notamment l'article 4.10 – Isolement du réseau de collecte,

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société REVIVAL de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société REVIVAL, dont le siège social est situé 14 rue Decauville 91100 CORBEIL-ESSONNES, exploitant une installation de collecte, recyclage et valorisation des déchets fers et métaux non dangereux sise 9 - 11 rue Decauville 91100 CORBEIL-ESSONNES, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL 206 du 12 mars 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société Etablissements GIRON pour l'exploitation d'une installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux situé 9 et 11 rue Decauville sur la commune de Corbeil-Essonnes et notamment l'article 4.10 – Isolement du réseau de collecte, en réalisant les travaux nécessaires à l'isolement total du réseau de collecte des eaux pluviales vis-a-vis de l'extérieur afin de retenir les eaux incendie, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture, Les inspecteurs de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société REVIVAL, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de CORBEIL-ESSONNES.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général

Olivier DELCAYROU